



Dans cette interview accordée au Quotidien Mutation de ce 13 juin 2023, Maitre, Michèle Ndoki revient sur le mauvais vent qui souffle sur le MRC, et réitère son intention de briguer la présidence de ce parti de l'opposition.

Lire l'intégralité de l'interview accordée au Quotidien Mutation par Maitre, Michèle Ndoki.

Candidate déclarée à la présidence du MRC face à Maurice Kamto, elle revient sur les tribulations internes que traverse actuellement cette formation politique et réitère son objectif de remettre la base militante au cœur du processus de prise de décision pour mieux affronter les prochaines échéances électorales.

Le MRC est depuis quelques temps secoué de l'intérieur, par des critiques de certains cadres dont vous. On a même récemment assisté à une démission sur (Sosthène Médard Lipot) et une exclusion (Me Tamfu). Comment appréhendez-vous ce qui se passe actuellement au sein de votre parti ?

Ce qui se passe dans ce parti est la raison de mon engagement et de ma décision de briguer le mandat de président. Ces démissions ont commencé il y a bien longtemps et se sont multipliées depuis fin 2019. Il y a celles que l'on remarque, celles des cadres, voire de

dirigeants du parti, mais il y a les silencieux, la base militante qui font moins de bruit quand ils démissionnent, mais dont le départ nous fait plus de mal. On m'a révélé dernièrement le départ de 300 militants dans le département du Mounjo. Ils sont ceux qui donnent sens et justification à notre action. Leur départ est un message de défaite, de défiance et/ou de découragement que nous devons recevoir, analyser, mais surtout auquel il faut répondre avec force et sérieux.

Ma réponse est de leur dire que nous reconnaissons à la fois leurs tribulations face à la dureté du régime, nos erreurs passées, mais aussi que nous nous sommes remis en question, avons analysé nos actions de ces dernières années avec froideur et humilité et appris de nos erreurs. Que nous voulons aujourd'hui rassembler les amis politiques à travers toute la nation, reformer notre parti, mais surtout restaurer leur confiance en proposant une nouvelle dynamique portée par des militants dont le parcours est parlant et la force de l'engagement démontré. En clair, je voudrais que le MRC soit à nouveau un parti où chaque camerounais qui a soif de liberté, de démocratie, quelque soit son appartenance ethnique ou religieuse, sociale ou linguistique puisse se retrouver.

Votre dernière sortie sur les réseaux sociaux n'a manifestement pas plu au secrétaire général Ndong Christopher Mveh, qui juge vos déclarations de "diffamatoires et mensongères", tout en vous menaçant de de "poursuites disciplinaires" que répondez-vous à cela ?

Il faut commencer par reproduire l'intégralité des paragraphes dont le texte est extrait: "nous on ne nous fait pas taire. Nous construisons avec les amoureux de notre chère Patrie, une Terre de personnes debout, sans haine, ouvertes et sans crainte. Aucune exclusion, aucune manœuvre d'intimidation, aucune opération de boycott de concert, aucun saccage de boutique pendant la nuit, aucune agression d'artiste, aucune campagne de dénigrement dans les réseaux sociaux n'empêchera ça. Ce parti n'appartient pas à Maurice Kamto. Maurice Kamto n'est pas le MRC, le MRC n'est pas Maurice Kamto. Ce n'est pas sa chose dont il dispose comme bon lui semble. Tout mon soutien à Me Tamfu Richard. On reste debout et on avance".

Vous le verrez aisément, le passage a été malicieusement extrait (ou peut-être hâtivement sorti) de son contexte pour lui faire dire quelque chose qu'il ne dit pas. Quiconque est familier de l'actualité de notre pays sait que l'intimidation, la violence sont les pratiques courantes, notamment de la part du régime en place. Elles sont devenues des méthodes pour réduire au silence, auxquelles ont recouru des camerounais de tout bord politique, idéologique voire de toute origine... Personnellement, lorsque je dénonce, je tâche de dénoncer des actes, et non des personnes. Sans parti pris. Et je n'ai pas non plus l'habitude d'attribuer des actes à ceux qui ne les ont pas commis. Le laisser croire révèle simplement de la mauvaise foi. Les basses manœuvres sont courantes dans le monde politique. Ce qui est plus préoccupant c'est que des cadres dirigeants de mon parti le MRC, surtout avec la crise à laquelle nous faisons face, s'empressent de saisir la voix de l'antagonisme et du conflit. Nous devons nous concentrer sur les mesures à prendre pour rassurer les militants et nous préparer à une saine compétition en novembre. Je veux donc croire qu'il s'agit d'un déclenchement des passions passager et que la raison va rapidement reprendre le dessus.

Doit-on entendre à travers votre tweet que les militants du MRC sont responsables de ces actes et que Maurice Kamto les cautionne ?

Ce tweet intervient dans une série et ne doit pas être compris hors de ce contexte. D'ailleurs, le saccage de boutiques s'est produit à Sangmelima et l'une des victimes au moins, est militant du MRC. Peut-on sérieusement dire que j'accuse maurice Kamto d'en être le responsable quand je dis que le parti ne lui appartient pas ? Quel rapport entre la "propriété" du parti et le "boycott" d'un concert ? Décidément il n'y a plus il n'y a pas plus sourd que celui qui...

L'on vous accuse de conspirer contre le parti. Ce qui pourrait vous valoir une exclusion, auquel cas vous ne pourriez plus challenger maurice Kamto à la présidence du MRC...

On m'accuse en effet. Des personnes sans nom, sans visage... Moi, conspirer contre le MRC, c'est simplement risible. Quel militant de ce parti qui sait ce que je lui ai sacrifié pourra croire une telle ineptie ? Je ne répondrai pas aux inepties.

Mais pour les militants (peu nombreux j'en suis sûre) que cela pourrait inquiéter, les actes parlent mieux que les (mauvaises) paroles: si j'avais quitté le parti en 2019 et rejoint n'importe quelle formation politique, j'aurais certainement été élue député. Je m'y suis refusée malgré l'appel des sirènes. Au lieu de cela, j'ai publiquement soutenu la décision annoncée par le professeur Kamto, qui pourtant m'avait prise par surprise, de boycotter les élections. J'ai été la seule à faire ce choix dès ce jour-là. Pour venir aujourd'hui conspirer contre ce parti qui ne compte plus ses démissions ? Tout en essayant malgré toutes sortes de manœuvres de pression de présenter ma candidature pour devenir présidente ? allons... Allons...

Pour sortir quelle ligne entendez-vous donner au MRC si jamais les militants vous accordent leur confiance pour le diriger ?

Il y a mieux à faire en effet qu'entretenir les querelles internes actuelles. Il convient de proposer une alternative crédible à la direction en place.

Pour moi 2025 est une échéance importante pour le parti dans la mesure où elle sera une année d'élections locales. La politique de la chaise vide ne paie pas, le président actuel du parti l'avait lui-même dit en son temps. Et il avait tellement raison que le boycott qu'il a imposé en 2019 place le MRC dans une position impossible, puisque de ce fait il ne pourra pas présenter un candidat à l'élection présidentielle de 2025. Mon objectif est de rassembler le parti et de le préparer pour reconquérir son électorat de base lors des élections législatives et municipales de 2025 et ça, ça se prépare en 2023.

Mon projet tient en quelques points :

rassembler le parti autour de ses valeurs rétablir son implantation nationale et assurer sa représentativité de la diversité camerounaise;

-reformer le fonctionnement, pour séparer les fonctions administratives et politiques dans le parti: les élus mettent en œuvre la politique du parti là où ils sont élus, le fonctionnement du parti est assuré par les organes votés par les militants ;

-remettre la base au cœur du processus de prise de décisions : plus de surprise comme en 2019, c'est la base qui se prononce et le leader suit la base;

-remettre le parti au travail : nous devons avoir des propositions politiques claires pour le pays, pour chaque région pour chaque localité. Nous devons préparer des candidats pour les échéances électorales et nous préparer sur le plan logistique pour contrôler les votes;

-s'agissant des présidentielles, réinstaurer les primaires que le président actuel a supprimées: le choix de notre candidat à la présidentielle doit être le résultat d'une compétition interne. Notre champion doit déjà nous convaincre avant d'aller défendre nos couleurs devant les Camerounais.

Source : Mutations du 13 juin 2023.
